

---

# Présentation générale

Quel est le coût humain de la crise économique mondiale ? Combien de personnes la crise empêchera-t-elle d'échapper à la pauvreté, et combien d'entre elles continueront de souffrir de la faim ? Combien d'enfants en bas âge vont-ils mourir ? Les enfants sont-ils contraints de quitter l'école, ne recevant ainsi pas l'éducation dont ils ont besoin pour devenir des adultes plus productifs, ce qui rendrait pour ainsi dire irréalisable le taux de 100 % d'achèvement du cycle primaire à l'horizon 2015 ? Quelles sont les retombées en termes d'égalité des sexes ? Ce sont là certaines des questions qui se posent à l'heure où l'économie mondiale sort de l'une des récessions les plus graves depuis la Grande Dépression.

À ces questions, il est impossible d'apporter des réponses immédiates — d'une part parce que les données nécessaires pour évaluer les résultats en matière de développement sont incomplètes et rarement recueillies, d'autre part parce qu'il faut parfois plusieurs années pour que les effets se manifestent. Ainsi, la dégradation de la santé et de la nutrition aujourd'hui pourrait se traduire par une hausse des taux de mortalité dans les années à venir. Le recul des investissements compromettra les progrès futurs dans le domaine de l'assainissement et de l'approvisionnement en eau. La diminution du nombre d'enfants scolarisés réduira dans quelques années les taux d'achèvement scolaire. Et la baisse du revenu des ménages en deçà du seuil de pauvreté retardera leur sortie de la misère. Le présent rapport fait appel à des données indirectes pour évaluer les retombées de la crise sur plusieurs indicateurs, notamment le nombre de personnes qui ne sortiront pas de la pauvreté, l'augmentation

de la mortalité infantile, le nombre d'enfants qui ne seront pas scolarisés et l'intensification de la discrimination à l'égard des femmes. Sur la base de cette évaluation, il définit les mesures indispensables pour que les pays en développement, les bailleurs de fonds et les institutions financières internationales (IFI) renouent avec les progrès dans la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM).

Les ODM offrent des critères solides pour mesurer les progrès enregistrés au plan mondial dans le domaine du développement, et appellent l'attention sur les défis énormes auxquels sont confrontés les pays à faible revenu. Ils ont vraisemblablement favorisé ces progrès en incitant les autorités, les bailleurs de fonds, la société civile, les organismes privés et les médias à appuyer le développement humain. Néanmoins, l'application d'objectifs uniformes (réduire la pauvreté de moitié, la mortalité infantile des deux tiers, la mortalité maternelle des trois-quarts) risque de sous-estimer les progrès dans les pays pauvres. Pourquoi ? Parce que plus la distance par rapport aux objectifs est grande, comme c'est le cas des pays pauvres, qui affichaient au départ de faibles niveaux, plus les améliorations nécessaires pour atteindre les cibles sont importantes. Si les avancées observées dans la réalisation des ODM fixés pour 2015 varient considérablement selon les pays, les progrès dernièrement enregistrés ont été universels, de même que les pertes provoquées par la crise.

Entre les années 90 et le déclenchement de la crise en 2008, les pays en développement, y compris ceux à faible revenu, ont sensiblement progressé sur la voie du développement humain.

La crise a cependant atteint deux moteurs essentiels des avancées dans la réalisation des ODM : l'accélération de la croissance et l'amélioration de la prestation des services. Ses répercussions ont indéniablement été négatives en raison de la gravité de la récession et de la tendance des indicateurs du développement humain à diminuer nettement plus dans les périodes difficiles qu'ils ne se redressent quand la conjoncture est favorable. Cela dit, ces effets asymétriques sont estimés à partir de crises antérieures qui, souvent, ont été engendrées par des chocs internes tels que des échecs de politiques intérieures, des conflits et des défaillances institutionnelles. La crise actuelle, en revanche, a été provoquée par un choc externe, et les pays en développement ont considérablement renforcé leurs politiques et leurs institutions au cours des quinze dernières années. Qui plus est, de nombreux pays ont maintenu leurs régimes de protection sociale face à la chute des revenus. C'est pourquoi les effets de la crise sur les ODM pourraient être plus modérés que lors de crises antérieures.

Il n'en demeure pas moins que l'analyse et les projections examinées dans le présent rapport font état d'une profonde régression du développement humain, dont les effets dureront sans doute plusieurs années. La communauté internationale a pris ces sombres perspectives au sérieux. Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les banques de développement multilatérales régionales ont considérablement amplifié leur assistance aux pays en développement. Malgré un léger resserrement des mesures protectionnistes, ces derniers ont en grande partie préservé le libre accès à leurs marchés, et le danger très réel de politiques généralisées du chacun pour soi a été évité. Si l'aide s'est intensifiée pendant toute l'année 2008, elle a été nettement inférieure au niveau nécessaire pour que les bailleurs de fonds remplissent leurs engagements en termes d'aide totale et d'aide à l'Afrique subsaharienne.

Les mesures adoptées en réponse à la crise ont des répercussions qu'il convient de gérer. Le creusement des déficits budgétaires, nécessaire pour soutenir la demande au plus profond de la récession, doit être enrayé dans les pays en développement comme dans les pays avancés. D'autres ressources seront nécessaires pour que la concentration de l'aide concessionnelle en début de période et l'expansion rapide du crédit accordé par les banques de développement multilatérales ne se traduisent pas par un recul prononcé des courants d'échanges multilatéraux au cours des prochaines années. Des réorientations d'ordre structurel et le recours à l'expertise des services des institutions financières internationales pourraient par ailleurs s'imposer pour faire face aux défis de la nouvelle conjoncture économique mondiale.

Dix ans après l'adoption des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM), la communauté internationale intensifie son suivi des progrès dans l'accomplissement de ces objectifs. Les Nations Unies ont appelé les États membres à se réunir dans le cadre d'un sommet officiel sur les ODM en 2010 afin d'examiner l'exécution de l'accord, et les dirigeants du Groupe des 8, réunis à L'Aquila, ont réitéré leur engagement à atténuer les conséquences de la crise sur les pays en développement.

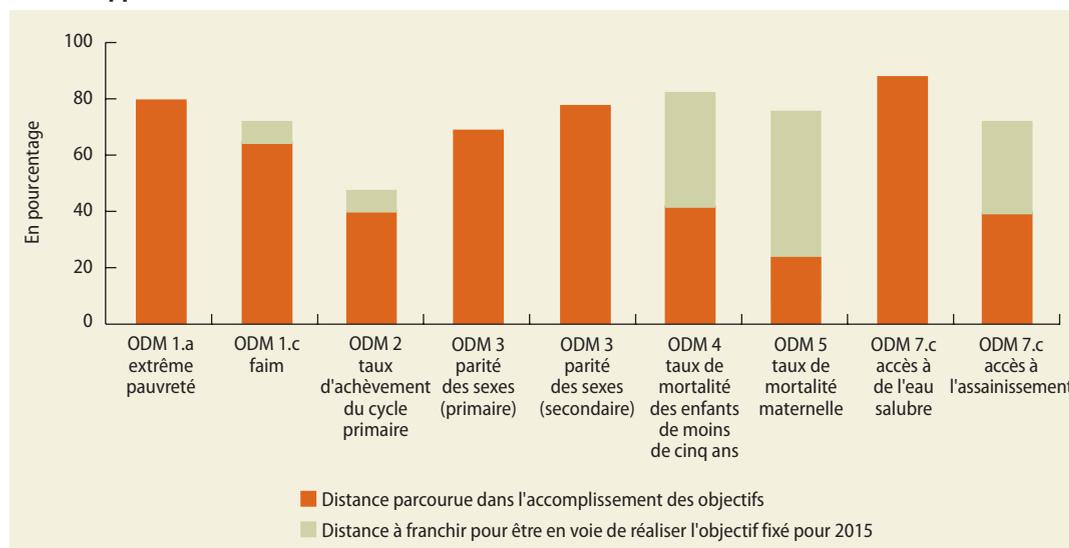
### **Avant la crise, les indicateurs des objectifs de développement pour le Millénaire affichaient des progrès substantiels**

*Lorsque la crise a frappé, de nombreux pays avaient déjà accompli des progrès considérables en termes de résorption de l'extrême pauvreté.* Au plan mondial, la misère avait reculé de 40 % depuis 1990, et le monde en développement était en bonne voie d'atteindre l'objectif global consistant à diminuer la pauvreté (mesurée par le revenu) de moitié à l'horizon 2015. Grâce à une croissance dynamique, surtout en Chine, l'Asie de l'Est avait déjà réalisé cet objectif. Si l'Afrique subsaharienne avait peu de chances de l'atteindre, la pauvreté y avait rapidement diminué depuis la fin des années 90. L'objectif était plus ambitieux pour l'Afrique que pour d'autres régions, car, en 1990, les revenus d'une grande partie de la population africaine étaient nettement inférieurs au seuil de pauvreté. Par ailleurs, l'Afrique ayant mis ses réformes en œuvre après les autres régions, elle a tiré profit plus tard de l'accélération de la croissance des revenus.

*Les avancées dans la réalisation des ODM autres que la pauvreté étaient inégales.* Les pays en développement étaient en bonne voie de réaliser la parité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire et l'accès à une eau salubre, même si certains accusaient un retard en matière de parité des sexes dans l'enseignement tertiaire et d'autonomisation des femmes. Les progrès étaient appréciables en termes d'achèvement du cycle d'enseignement primaire, de nutrition, de mortalité maternelle et (à un moindre degré) d'assainissement, même si des résultats en deçà des objectifs étaient prévus à l'échelle mondiale (graphique 1). Les objectifs de santé semblaient les plus difficiles à atteindre. La plupart des régions n'étaient pas en voie de les réaliser, l'Asie de l'Est, l'Amérique latine, l'Europe et l'Asie centrale enregistraient de meilleurs résultats que d'autres.

*La crise a interrompu ces progrès, mais ses effets ne seront pas ressentis avant de nombreuses années.* Les chiffres nécessaires à

### GRAPHIQUE 1 Une contre-performance notable s'annonce au plan mondial pour les ODM relatifs au développement humain



Source : Calcul des services de la Banque mondiale, fondés sur la base de données des indicateurs du développement dans le monde.  
 Note : sur la base des données disponibles en 2009, qui peuvent s'échelonner de 2005 à 2009.

l'évaluation de la détérioration des indicateurs du développement ne seront pas disponibles avant deux ans au moins, et certains effets (taux de mortalité et d'achèvement scolaire par exemple) ne se concrétiseront qu'après plusieurs années. Le présent rapport s'appuie donc sur des exemples historiques et des données indirectes pour évaluer les conséquences de la crise sur les progrès dans l'accomplissement des ODM.

### Les crises antérieures ont eu des retombées extrêmement défavorables

*L'effet des cycles économiques sur les indicateurs des ODM est très asymétrique.* La dégradation des indicateurs en périodes de conjoncture défavorable est nettement supérieure à leur amélioration pendant les phases favorables (graphique 2). Les groupes vulnérables (enfants et nourrissons, surtout les filles), dans les pays pauvres d'Afrique subsaharienne notamment, souffrent disproportionnellement des crises. Ainsi, pendant les phases de contraction, le taux d'inscription des filles dans les cycles d'enseignement primaire et secondaire diminue davantage que celui des garçons. Ces conséquences disproportionnées ont des effets extrêmement durables. La déscolarisation des enfants diminue de manière permanente le capital humain pour l'avenir.

*Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette asymétrie :*

- les indicateurs économiques et la qualité des institutions et des politiques, telles que la stabilité

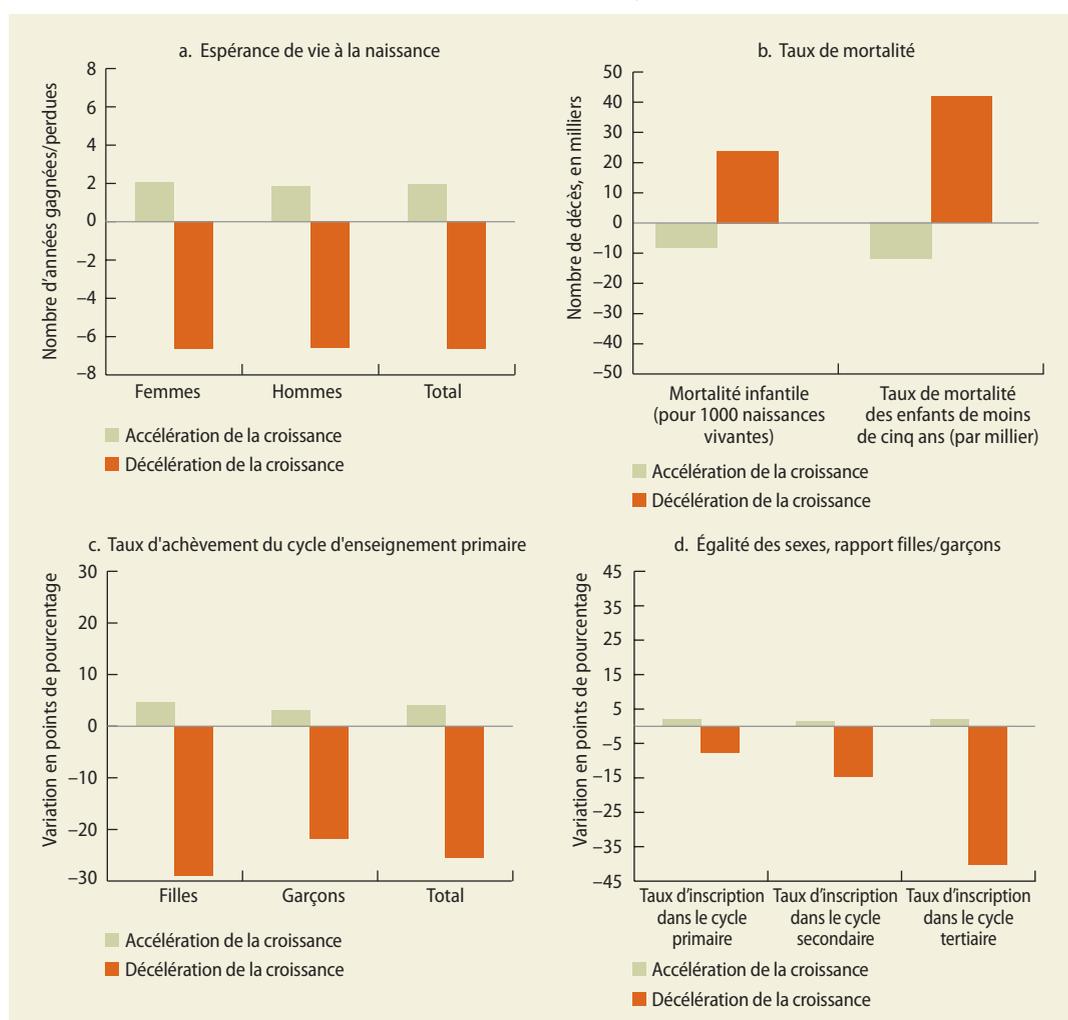
politique, le droit à la parole et la responsabilité, le cadre réglementaire, la primauté du droit et l'efficacité des pouvoirs publics, accusent généralement une baisse considérable pendant les phases de récession. Il est difficile de distinguer les causes des conséquences, mais les cercles vicieux intervenant pendant les crises sont plus intenses que les cycles vertueux pendant les périodes de prospérité.

- Les dépenses publiques et privées consacrées aux services sociaux sont susceptibles d'être réduites pendant les crises économiques, au moment même où elles sont le plus nécessaire.
- Les dispositifs de protection sociale étaient peu répandus dans les pays en développement lors des crises précédentes.
- Les financements des bailleurs de fonds étaient également soumis à pression quand la crise était mondiale ou si l'efficacité de l'aide diminuait pendant les crises. Il apparaît toutefois que, depuis 2003, l'aide publique au développement apporte un soutien contracyclique.

### Les raisons pour lesquelles cette crise pourrait avoir un retentissement différent sur les pays à faible revenu

*Les politiques et les institutions s'étaient améliorées avant la crise.* Les résultats économiques des pays en développement sont fortement corrélés à la qualité des politiques en

**GRAPHIQUE 2** Les principaux indicateurs enregistrent une chute par rapport à leur moyenne globale pendant les périodes de décélération de la croissance, tous pays



Source : Calcul des services de la Banque mondiale, fondés sur la base de données des indicateurs du développement dans le monde. Se reporter au chapitre 2 pour une analyse détaillée.

Note : les différentes parties indiquent les écarts par rapport aux moyennes globales pendant les périodes d'accélération et de décélération de la croissance.

vigueur. De nombreux pays ont abordé la crise armés de politiques et de positions budgétaires de meilleure qualité que lors de précédentes phases de contraction.

À la différence de nombreuses crises antérieures, la crise actuelle n'a pas été provoquée par un échec des politiques nationales. Par le passé, la situation intérieure et les chocs internes, tels que les échecs des politiques et les conflits, étaient responsables à 90 % de l'irrégularité de la production des pays à faible revenu. Depuis les années 90, la volatilité de la production y a diminué, et la fréquence relative des chocs externes a augmenté. La consolidation des institutions et des politiques

dans ces pays fait qu'ils sont mieux préparés à surmonter les chocs. Il se peut donc que les retombées sur les résultats dans le domaine du développement humain soient moins graves si la situation ne se dégrade pas et n'entraîne pas de défaillance massive des politiques.

Les dépenses consacrées aux dispositifs de protection sociale ont été relativement préservées jusqu'à présent. Dans la plupart des pays, le niveau inférieur des déficits budgétaires initiaux et la plus grande priorité accordée aux dépenses sociales ont permis de préserver les crédits alloués à l'éducation et à la santé. Les informations actualisées dont on dispose sont incomplètes, mais des renseignements épars nous fournissent

quelques exemples. Ainsi, 16 des 19 programmes engagés et supervisés par le FMI et mis en œuvre en collaboration avec la Banque mondiale en 2008–2009 ont augmenté les dépenses sociales inscrites à leur budget pour 2009. Neuf d'entre eux concernaient des pays subsahariens : Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Libéria, Malawi, Mali, Niger, Togo et Zambie. Plusieurs pays africains dotés de stratégies de réduction de la pauvreté ont maintenu les financements destinés aux secteurs sociaux. Par ailleurs, quelques pays disposant d'un volant budgétaire (Kenya et Nigéria) ont préservé leurs dépenses d'investissement, dans l'infrastructure essentiellement. Il existe néanmoins aussi des exemples de resserrement obligé des dépenses sociales. Les pays qui, avant la crise, étaient confrontés à des problèmes budgétaires et d'endettement, tels que l'Éthiopie le Ghana, ont dû procéder à un assainissement des dépenses publiques. Les fonds destinés à la lutte contre le VIH/SIDA (virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise) ont été en grande partie préservés, une priorité nouvelle étant cependant donnée à l'efficacité de l'utilisation des ressources.

### **La communauté internationale a vigoureusement réagi à la crise**

*Malgré des craintes répandues, l'accès aux marchés des pays en développement n'a pas été sensiblement restreint.* À la fin de 2009, 350 mesures de restriction de échanges avaient été mises en place dans le monde, dont 20 % environ étaient des mesures non tarifaires - restrictions quantitatives, licences d'importation, prescriptions en matière de normes et subventions. Les mesures correctives commerciales étaient également en hausse, mais dans l'ensemble, le protectionnisme a été maîtrisé. Les mesures de restriction ou de distorsion des échanges instaurées depuis octobre 2008 n'ont porté que sur 0,5 % du commerce mondial de marchandises. Les gouvernements et les institutions multilatérales de développement ont augmenté le financement du commerce afin de soutenir les exportations des pays en développement. Les dirigeants du Groupe des 20 ont engagé 250 milliards de dollars à l'appui des échanges lors du sommet de Londres, en avril 2009 ; le Groupe de la Banque mondiale a apporté des garanties et des liquidités au financement du commerce par le biais du Programme de financement du commerce extérieur et du Programme de liquidités pour le commerce mondial de la Société financière internationale. Les agences de crédit à l'exportation sont intervenues afin de prévenir un assèchement complet de ce financement.

*Le FMI a élaboré un vaste programme de renflouement afin d'endiguer la contraction de*

*l'économie et le phénomène de contagion.* Le caractère mondial de la crise a incité le FMI à prendre rapidement des mesures pour stimuler le crédit et modifier son régime de conditionnalité. À la fin de février 2010, l'institution s'était engagée à hauteur de 175 milliards de dollars, un montant sans précédent (financements de précaution compris), envers les pays émergents et d'autres pays en développement confrontés à des difficultés de balance des paiements ; ces engagements prévoyaient en particulier une forte augmentation des prêts concessionnels aux pays les plus pauvres de la planète. Le FMI a également procédé à une allocation générale de droits de tirages spéciaux correspondant à 250 milliards de dollars ; près de 100 milliards de dollars de cette somme ont été attribués aux pays émergents et aux pays en développement, dont 18 milliards de dollars aux pays à faible revenu. Les plafonds habituels d'accès au financement du FMI ont été doublés, une nouvelle ligne de crédit modulable sans conditions ex post a été adoptée pour les pays affichant de très solides antécédents, et l'octroi de prêts d'un montant exceptionnel a été facilité, sans renoncer aux mesures de précaution appropriées.

*Les banques multilatérales de développement se sont efforcées de préserver les programmes de développement fondamentaux, de renforcer le secteur privé et d'apporter une assistance aux ménages défavorisés.* Les engagements contractés depuis le début de la crise s'élèvent à 150 milliards de dollars (dont les deux tiers du Groupe de la Banque mondiale). Les prêts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ont quasiment triplé durant l'exercice 2009, et atteignent au premier semestre de l'exercice 2010 un niveau record (19,2 milliards de dollars, contre 12,4 milliards pour la même période de l'exercice précédent). Les engagements des banques multilatérales de développement régionales ont également enregistré une hausse considérable, de plus de 50 %, entre 2007 et 2009. Les pays à faible revenu ont davantage fait appel aux ressources concessionnelles multilatérales en 2009, notamment dans le cadre des allocations pluriannuelles concentrées en début de période.

*Les bailleurs de fonds ont relevé les volumes d'aide au cours de l'année 2009.* Après une hausse de 11,7 % en 2008, le montant total net de l'aide publique au développement accordée par les pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a légèrement augmenté, de 0,7 % en termes réels, en 2009. En dollars EU courants, elle a cependant fléchi, passant de 122,3 milliards de dollars en 2008 à 119,6 milliards de dollars en 2009. Ce dernier chiffre correspond à 0,31 % du produit national brut

(PNB) global des pays membres du CAD. L'aide des pays donateurs ne faisant pas partie du CAD, pilotés par l'Arabie Saoudite, a augmenté de 63 % en termes réels en 2008, se haussant à 9,5 milliards de dollars. L'aide au développement accordée par la Chine devrait plus que doubler au cours des trois prochaines années. L'aide privée, également substantielle, augmente rapidement. La réduction du fardeau de la dette des pays pauvres s'est par ailleurs poursuivie dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. La charge de la dette de 35 pays ayant franchi le point de décision PPTE sera diminuée de 80 %.

### La reprise est plus vigoureuse que prévu, mais les perspectives pour les ODM demeurent préoccupantes

*La croissance du PIB devrait s'accélérer pour atteindre 6,3 % dans les pays émergents et en développement en 2010.* Des signes de reprise sont observables dans la plupart des pays (tableau 1), même si bon nombre d'entre eux demeurent tributaires des mesures de relance exceptionnelles et si, pour une majorité d'entre eux, la croissance n'est pas assez robuste pour effacer les effets dommageables de la décélération brutale enregistrée en 2009 sur les revenus et les conditions sociales. Dans les pays émergents et en développement, les déficits budgétaires ont augmenté d'environ 3 % du PIB en 2009, et devraient demeurer élevés en 2010. La conjoncture s'améliore pour eux sur les marchés financiers, et les capitaux recommencent à affluer, même s'il est prévu que les financements des banques internationales et les flux d'investissements directs étrangers restent modérés en 2010. Le rebond des prix des matières premières associé à la reprise mondiale de la production manufacturière a servi les exportateurs de produits de base, mais ces prix

demeurent inférieurs à ce qu'ils étaient avant la crise.

*La reprise des échanges est inégale selon les régions.* Le commerce mondial s'est contracté de 12 % en 2009, les importations accusant une baisse prononcée dans toutes les régions. Les signes de reprise sont manifestes, mais le commerce demeure fragile. À la fin de 2009, les échanges mondiaux continuaient d'afficher un niveau inférieur à celui qu'ils atteignaient avant la crise. Près d'un an après le début de la reprise, leur volume, exprimé en dollars, reste inférieur de 20 % au niveau affiché alors.

*Les retombées de la crise sur la pauvreté seront durables.* Les taux de pauvreté continueront de reculer après la crise, mais plus lentement (tableau 2)<sup>1</sup>. En 2015, le taux mondial de pauvreté devrait être de 15 %, au lieu des 14,1 % qu'il aurait dû afficher sans la crise. Celle-ci aura pour effet d'accroître de 64 millions le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'ici la fin de 2010. La reprise ne permettra pas de regagner le terrain perdu. Et à cause de la crise, le nombre de personnes ayant échappé à la pauvreté à l'horizon 2020 sera inférieur de 71 millions. Pour l'Afrique subsaharienne, le taux de pauvreté devrait se situer à 38 % en 2015, au lieu des 36 % prévus en l'absence de crise, diminuant de 20 millions le nombre de personnes sorties de la misère.

*Les conséquences à moyen terme sur les autres ODM pourraient également être considérables.* Des résultats représentatifs et indicatifs d'analyses de croissance<sup>2</sup> indiquent des écarts persistants entre les évolutions prévues en 2015 avant et après la crise (graphique 3) :

- En 2015, le nombre de décès de nourrissons pourrait augmenter de 55 000 ; le décès de 260 000 enfants de moins de cinq ans aurait en outre pu être prévenu si la crise n'était pas intervenue. Le total cumulé entre 2009 et 2015 pourrait s'établir respectivement à 265 000 et 1,2 million.

**TABEAU 1 Production mondiale**

Variation en pourcentage

Région	2007	2008	2009	Projections	
				2010	2011-13
<b>Production mondiale</b>	<b>5,2</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>4,1</b>	<b>4,4</b>
Pays avancés	2,8	0,5	-3,1	2,3	2,4
Pays émergents et en développement	8,3	6,1	2,3	6,1	6,5
Europe centrale et occidentale	5,5	3,1	-4,1	2,0	3,9
Communauté des États indépendants	8,6	5,5	-6,6	4,0	4,1
Pays en développement d'Asie	10,6	7,9	6,6	8,4	8,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,6	5,1	2,4	4,4	4,7
Afrique subsaharienne	6,9	5,5	2,0	4,6	5,6
Hémisphère occidental	5,8	4,2	-1,9	3,7	4,1

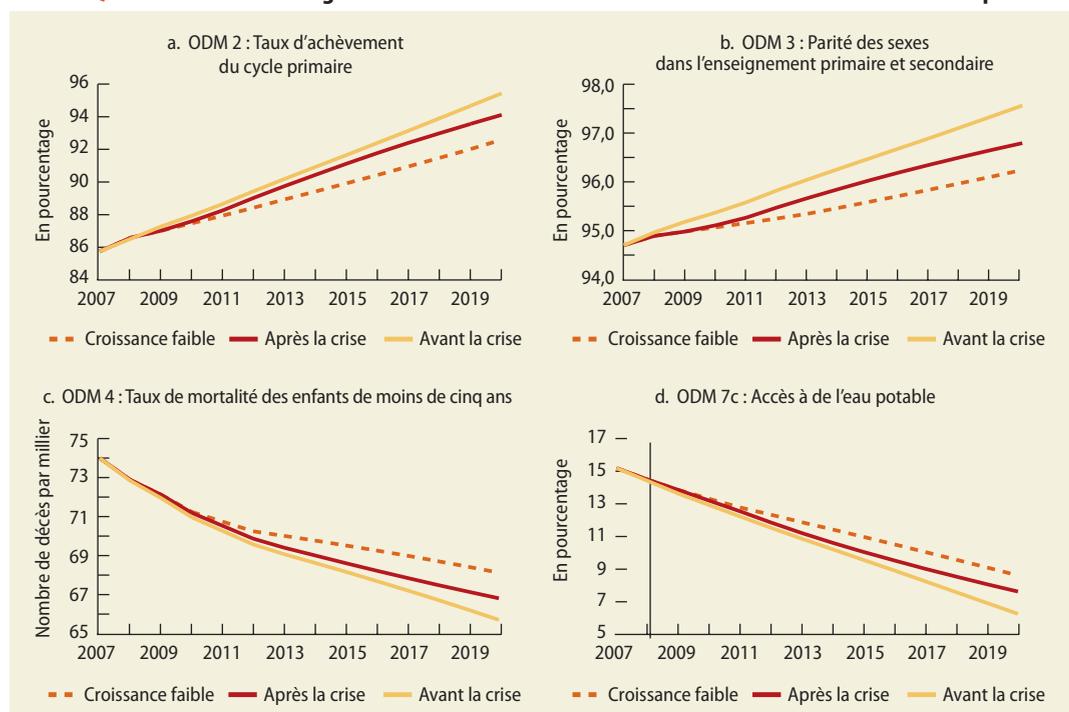
Source : Perspectives de l'économie mondiale du FMI. Voir le chapitre 3 pour une analyse détaillée.

**TABLEAU 2 La pauvreté dans les pays en développement, scénarios de remplacement, 1990–2020**

Région et scénario	1990	2005	2015	2020
<b>Niveau mondial</b>				
<b>Pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollars par jour</b>				
Après la crise	41,7	25,2	15,0	12,8
Avant la crise	41,7	25,2	14,1	11,7
Croissance faible	41,7	25,2	18,5	16,3
<b>Nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollars par jour (en millions)</b>				
Après la crise	1.817	1.371	918	826
Avant la crise	1.817	1.371	865	755
Croissance faible	1.817	1.371	1132	1053

Source : Calculs des services de la Banque mondiale.

**GRAPHIQUE 3 Les effets à long terme de la décélération de la croissance sur certains ODM est inquiétants**



Source : Calculs des services de la Banque mondiale.

- Le nombre d'élèves risquant de ne pouvoir mener à terme le cycle d'études primaires en 2015 pourrait être supérieur de 350 000.
- Le nombre de personnes ne gagnant pas accès à de l'eau salubre pourrait augmenter de quelque 100 millions.

**Les pays en développement doivent appliquer des politiques de qualité et assurer une prestation efficace des services**

*La croissance et la qualité institutionnelle se renforcent mutuellement.* Avant la crise,

les réformes conduites dans les pays en développement ont procédé ont déclenché une accélération spectaculaire de la croissance, laquelle a ensuite permis de consolider les institutions et les paramètres économiques fondamentaux. L'un des dangers de la crise est que les réformes risquent d'être abandonnées, entraînant un renversement des politiques et une dégradation de l'économie. Il importe que tous les pays adoptent des programmes crédibles d'ajustement budgétaire à moyen terme afin d'affermir la confiance dans les politiques macro-économiques, et qu'ils engagent des réformes en vue d'assurer la croissance à long terme.

*L'efficacité des dispositifs de protection sociale devrait être renforcée étant donné leur importance pour amortir les effets de la crise et réduire la pauvreté.* Dans les pays à faible revenu, les programmes de protection sociale sont souvent de faible envergure et fragmentés, et ne couvrent qu'un petit pourcentage des populations pauvres et vulnérables. Étant donné les diverses incitations négatives qu'ils sont susceptibles de créer, leur faisabilité financière et administrative suscite de réelles préoccupations. Pour éclairer les réformes dans les pays en développement, il convient de définir quels types de dispositifs seront les plus utiles en termes d'assistance sociale, quelles seront les difficultés associées à leur mise en œuvre, et comment les mettre en place de manière à optimiser leur efficacité.

*Si la reprise mondiale demeure frileuse, la réorientation des dépenses, la mobilisation des ressources internes et l'amélioration de la prestation de services peuvent améliorer la situation, mais ces instruments présentent des limites.* Face à la baisse des recettes extérieures, la réorientation des dépenses en vue de préserver les services sociaux et l'augmentation du produit des impôts intérieurs peuvent prévenir l'aggravation irrémédiable des indicateurs des ODM. Néanmoins la hausse des impôts, en diminuant le revenu et les dépenses des ménages, risque également de retarder les progrès dans la réalisation de l'ODM concernant la pauvreté. Une amélioration des politiques et de la prestation des services doit en compenser les effets négatifs. Même ainsi, le redressement des résultats sur le front du développement appelle d'une part un renforcement du cadre structurel, mais aussi une reprise mondiale rapide qui améliorera les conditions d'exportation, les termes de l'échange et des mouvements de capitaux pour les pays à faible revenu.

### **La communauté mondiale doit maintenir son assistance aux pays en développement**

*La coopération commerciale multilatérale doit être intensifiée.* Il faudra mener à terme le cycle de Doha après la crise car cela permettrait aux États de résister aux pressions protectionnistes, et de préserver l'ouverture des marchés au moment où les politiques expansionnistes seront abandonnées. Il convient en outre d'élargir la coopération sur les questions transnationales qui ne figurent pas au programme de Doha pour le développement (changement climatique, et sécurité alimentaire et énergétique). La crise a également montré qu'il importe de renforcer le suivi et la notification publique des mesures adoptées par les autorités pour accroître la transparence du système d'échanges (Global Trade

Alert, base de données mondiale antidumping, rapports de suivi de l'Organisation mondiale du commerce [OMC]).

*Un suivi plus efficace du financement du commerce s'impose.* Si des données récentes indiquent un redressement du financement du commerce, un mécanisme systématique et fiable de collecte de données et de suivi du marché doit être mis en place pour évaluer dans quelle mesure les interventions en cours influencent l'offre de crédit et les courants d'échanges et pour lancer des alertes anticipées utiles des tensions sur le marché du crédit commercial.

*L'appui à la logistique commerciale des pays en développement doit être renforcé.* La diminution des coûts du commerce grâce à l'amélioration des réglementations, de la logistique et de l'infrastructure commerciales peut apporter une contribution décisive au développement. Le deuxième examen global de l'Aide pour le commerce qui s'est tenu à Genève en juillet 2009 a constaté que les bailleurs de fonds avaient augmenté et réformé leur aide dans ce domaine et que la coopération entre les pays en développement mobilise de nouveaux partenaires. Les efforts déployés pour respecter les engagements pris lors de la réunion ministérielle de l'OMC à Hong Kong (Chine) en 2005 d'intensifier l'aide pour le commerce doivent demeurer prioritaires. Une part nettement supérieure de cette aide doit en outre être orientée sur les pays à faible revenu, qui n'en reçoivent que la moitié environ.

*Une augmentation de l'aide s'impose pour respecter les engagements antérieurs.* Les retombées que la crise devrait avoir à moyen terme sur les pays à faible revenu ne fait que rendre plus urgent un accroissement de l'aide. Or, les programmes de dépenses actuels des bailleurs de fonds font apparaître un déficit de 14 milliards de dollars par rapport à la hausse de 50 milliards de dollars promise à ce titre à l'horizon 2010 (en dollars de 2004). De plus, les engagements pris par le Groupe des 8 à sa réunion de Gleneagles de doubler l'aide à l'Afrique avant 2010 ne se sont pas encore concrétisés dans l'aide au développement au sens strict à la région. L'aide à l'Afrique a progressé de 5 % chaque année depuis 2000, mais a été apporté en grande part sous forme d'allègement de la dette, d'aide d'urgence et d'assistance humanitaire, et non de nouveaux financements. La réalisation de l'objectif fixé pour 2010 appelle une nouvelle augmentation de 20 milliards de dollars. Les programmes de dépenses des bailleurs de fonds prévoient une hausse de 2 milliards de dollars seulement, soit un déficit de 18 milliards de dollars. Il existe encore de nombreux moyens de rehausser l'efficacité de l'aide : améliorer sa prévisibilité, rationaliser la division des tâches

entre les bailleurs de fonds, délier l'aide de la fourniture de biens et de services dans les pays bailleurs, se fonder davantage sur les besoins et le mérite pour guider les allocations de l'aide, et résoudre le problème des pays qui reçoivent une assistance par trop insuffisante.

### Les mesures nécessaires pour surmonter la crise soulèvent de nouveaux problèmes pour les pouvoirs publics

*La situation des finances publiques des pays en développement se dégrade.* Plusieurs pays en développement ont maintenu leurs dépenses et creusé leur déficit budgétaire pour appuyer la demande intérieure pendant la crise. En effet, plus du tiers d'entre eux ont adopté des plans de relance budgétaire discrétionnaires en 2009, faute de quoi l'incidence de la crise sur leur croissance et la contraction de la demande mondiale auraient été encore plus prononcées qu'elles ne l'ont été. Néanmoins, dans de nombreux pays, l'expansion rapide des déficits budgétaires et l'accroissement de la dépendance à l'égard des financements intérieurs risquent de ne pas être viables. La détérioration des ratios d'endettement dans les pays à faible revenu est particulièrement préoccupante.

*La méthode optimale de retrait des mesures de soutien économique est fonction de la situation des pays.* Les pays où la demande privée est faible doivent maintenir les mesures de soutien s'ils disposent des ressources budgétaires nécessaires, mais les pays confrontés à des difficultés de financement ne peuvent reporter les mesures d'ajustement des finances publiques. Les bailleurs de fonds doivent leur prêter assistance en respectant leur engagement à augmenter l'aide. Tous les pays doivent adopter des programmes crédibles d'ajustement budgétaire à moyen terme afin d'affermir la confiance dans les politiques macro-économiques, et engager des réformes visant à assurer une croissance à long terme.

*Les institutions financières internationales doivent s'adapter au nouvel environnement mondial.* En l'absence d'une augmentation des ressources allouées par les bailleurs de fonds, la concentration en début de période des ressources concessionnelles de l'Association internationale de développement et d'autres organismes multilatéraux induite par la crise signifie que l'aide concessionnelle de ces institutions va bientôt diminuer. De même, la hausse prononcée des engagements de la BIRD montre qu'il est nécessaire d'envisager une augmentation du capital pour éviter une diminution des prêts à terme. Une refonte des responsabilités et de l'organisation des IFI se profile : l'intensification de la demande de services techniques va modifier

les besoins en matière d'expertise interne, un resserrement de la coordination entre les institutions financières internationales va s'imposer, et des propositions visant à améliorer la réactivité des banques multilatérales de développement (la décentralisation à la Banque mondiale par exemple) sont à l'étude. La réaction rapide de la communauté économique mondiale à la récession a permis d'éviter une nouvelle Grande Dépression, mais un encadrement rigoureux demeure nécessaire pour assurer une reprise rapide et durable.

### Thèmes de réflexion

- Quelles sont, selon les ministres, les retombées à long terme de la récession économique mondiale pour les pays en développement – sur leur croissance, sur la lutte contre la pauvreté et sur les autres ODM ?
- Quelles doivent être les priorités des pays en développement pour réaliser les ODM dans la phase de reprise suivant la crise, autrement dit pour protéger les populations pauvres et vulnérables et promouvoir la croissance, et en termes de réformes destinées à rehausser l'efficacité en matière de prestation des services ?
- Quelles doivent être les priorités de la communauté internationale pour aider les pays en développement à retrouver le dynamisme nécessaire pour réaliser les ODM - en matière d'aide au développement, d'accès aux marchés, de politiques commerciales et d'apport de capitaux privés à des conditions raisonnables ?
- Quelles doivent être les priorités des institutions financières internationales, notamment de la Banque mondiale et du FMI, pour apporter une aide aux pays en développement pendant la phase actuelle de reprise et maintenir les mesures rapides et vigoureuses appliquées pendant la crise ? Quelles sont les interventions nécessaires dans l'immédiat ?

### Notes

1. Cette projection se fonde sur des enquêtes conduites auprès des ménages dans plus de 100 pays et sur l'effet de la croissance sur la consommation des ménages.
2. Ces analyses s'appuient sur les liens estimés entre la croissance du PIB les ODM, qui peuvent varier selon les pays.

